



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 2991 - LUNDI 14 AOÛT 2017

PROCESSUS ÉLECTORAL

La Céni accusée de gestion opaque

Dans un communiqué conjoint signé le 11 août, l'Observatoire de la dépense publique et Agir pour les élections transparentes et apaisées révèlent que les dépenses de fonctionnement ont été exécutées en dépassement de 745% en 2016 et 3727,7% pour les crédits provisoires à fin juin 2017. Par ailleurs, ces deux ONG ne s'expliquent pas que la centrale électorale puisse demander des fonds supplémentaires de l'ordre de plus de cent millions de dollars pour poursuivre avec la révision du fichier électoral alors qu'elle avait déjà perçu du gouvernement des fonds nécessaires pour les dépenses liées à cette opération.

Page 3



Le siège la Céni sur le boulevard du 30 juin

Des ONG ont évalué la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre



Les évêques catholiques ayant facilité la signature de l'accord du 31 décembre

Des organisations de la société civile ont publié, le 10 août, le sixième rapport de leur plateforme qui tente d'identifier les défis auxquels la mise en œuvre intégrale de l'Accord politique du 31 décembre 2016 est confrontée. Il en ressort que le consensus po-

litique découlant dudit Accord a été brisé et que la bonne foi s'est envolée pour céder la place à la loi du plus fort. Ce qui replonge le pays et sa population dans les incertitudes d'avant décembre 2016.

Il a été recommandé aux parties

prenantes de dégager un consensus pour la redéfinition de la séquence électorale en privilégiant l'élection présidentielle facile à organiser, en tenant compte du temps restant et ce dans le respect des mécanismes prévus dans l'Accord de la Saint-Sylvestre.

Page 3

TOURISME

La « place du soldat congolais » fait effet à l'ex-rond-point Forescom

En plus d'avoir métamorphosé cet endroit bien connu du centre-ville de Kinshasa, le Mémorial du soldat congolais inauguré le 28 juillet dernier a donné également son nom à cette place qui désormais est répertoriée parmi les monuments historiques et les lieux touristiques à visiter dans la capitale.

Ce Mémorial du soldat congolais, ainsi que l'a déclaré le gouverneur André Kimbuta, honore la ville de Kinshasa et le public a la possibilité de s'y recueillir et de penser à ceux qui ont versé leur sang pour la patrie, par refus de soumission et par détermination de défendre leur cher pays.

Page x

ÉLIMINATOIRES CHAN 2018

Les chances sont égales pour les Diables rouges et les Léopards



Matheus Botamba, l'un des joueurs des Diables rouges le plus en vue, en action

Après avoir concédé un nul de zéro partout le 11 août au stade de Kintélé face aux Léopards de la RDC, les Diables rouges conservent néanmoins la moitié de leurs chances de qualification. Deux options se présentent dès lors aux Congolais pour valider le billet de Nairobi 2018 : gagner le 19 août à Kinshasa ou encore faire un nul avec but. La défaite leur sera préjudiciable. Au moment de préparer le deuxième round de cette confrontation à Kinshasa, les chances des deux équipes restent intactes. Les Diables rouges ont toutefois réussi un challenge : celui de semer le doute chez les champions d'Afrique et les mettre déjà sous pression en vue du match retour. Page 16

TOURISME

La place du soldat congolais fait effet au centre de l'ex-rond-point Forescom

En plus d'avoir métamorphosé cet endroit bien connu du centre-ville de Kinshasa, le Mémorial du soldat congolais inauguré la matinée du 28 juillet a donné également son nom à cette place qui désormais est répertoriée parmi les monuments historiques et les lieux touristiques à visiter dans la capitale.

Pour le gouverneur André Kimbuta, il ne fait aucun doute : « Ce Mémorial du soldat congolais honore notre ville, il sera dorénavant compté parmi les monuments historiques et touristiques de notre capitale. Les Kinois et Kinois ainsi que les personnes de passage à Kinshasa auront la possibilité de s'y recueillir et de penser à ceux qui ont versé leur sang pour la patrie, par refus de soumission et par détermination de défendre notre cher Congo ». Par-delà toutes les considérations esthétiques de l'œuvre monumentale composée de trois militaires, le Mémorial du soldat congolais témoigne de la reconnaissance de toute la nation aux forces armées. En effet, c'est de la sorte que le premier citoyen de la ville l'a présentée au moment de son inauguration. Il a dès lors loué l'armée congolaise en ces termes : « Cette grande muette qui sans tambours ni trompettes, s'active, se bat et se sacrifie pour nous assurer la sécurité et nous garantir la paix ». Pour le premier citoyen de la ville, la cérémonie était « aussi l'occasion de célébrer nos forces armées qui ont marqué dignement leur présence sur tous les grands chantiers de la défense de l'intégrité et de la souveraineté du territoire national ». À cet effet, il lui a plu de rappeler que « notre armée a remporté avec bravoure plusieurs victoires éclatantes, notamment sur les M23 et, plus récemment encore, sur le théâtre des opérations dans la province du Sud-Kivu ».

Le ministre de la Défense a, pour sa part, vécu la cérémonie inauguratrice comme « une juste reconnaissance de cet engagement qui les a souvent conduits jusqu'au sacrifice suprême ». Abondant dans le même sens que le gouverneur, elle avait valeur d'un hommage mérité



Le chef de l'État procédant à la coupure du ruban symbolique au moment de l'inauguration

aux vaillants soldats et constituait « un moment consacré par la nation à resserrer les liens avec son armée ». Il a pris à témoin l'assistance prestigieuse qui a rendu cet hommage solennel aux forces armées en même temps que la nation entière à l'occasion de l'inauguration de « l'œuvre remarquable qui leur est dédiée ». Et de renchérir les propos d'André Kimbuta, Crispin Atama Tabe a félicité la vaillance des forces armées en ces termes : « De 1885 à 1960, puis de 1960 à 1997 et enfin de 1997 à nos jours, le soldat congolais n'a jamais renoncé à son engagement à défendre l'intégrité du territoire national et son identité citoyenne et encore moins à assurer la sécurité des personnes et de leur bien ».

André Kimbuta a, quant à lui, poursuivi cette apologie des forces armées presque indigné en relevant : « Il n'est un secret pour personne

que les hauts faits d'armes de nos héros de la résistance et de la défense de la fierté nationale restent encore méconnus des Congolais eux-mêmes, surtout des jeunes ». « D'où, a-t-il soutenu, la nécessité d'inscrire durablement dans notre mémoire collective, des pages tant glorieuses que douloureuses de notre histoire ». Par ailleurs, il a jugé qu'« en reconnaissance de l'honneur fait à notre ville, la place qui abrite ce monument sera dorénavant appelée place du soldat congolais ». Ce qui à ses yeux, a-t-il renchéri, « paraît être une bonne façon de célébrer nos champions mais aussi de susciter l'émulation de chaque Kinois à suivre cet exemple et à être ce soldat qui se bat pour la grandeur de son pays ».

Un monument à respecter

Il a aussi paru important au gouverneur de Kinshasa de sensibiliser la

population à la nécessité de maintenir cet endroit en parfait état, quitte à « s'abstenir d'y commettre des incivilités ou tout acte de vandalisme ou de profanation ». Il a insisté sur cet aspect car « c'est de cette façon que nous prouverons au monde notre respect à ceux qui servent sous le drapeau et qui n'hésitent pas à consentir le sacrifice suprême pour la paix dans les limites de nos frontières et pour notre dignité en tant que peuple », a-t-il dit. En écho aux propos du premier citoyen de la ville. Le ministre Atama Tabe a aussi invité la population « à faire de cet important lieu de mémoire un espace de souvenirs et d'hommage collectif à ces valeureux fils et filles du pays qui, tout au long de notre histoire, ont nourri notre nation du sang de leur sacrifice. Hommage à leur abnégation et à leur dévouement qui doivent nous servir d'exemple, nous vi-

vifier et nous inspirer dans notre engagement et dans notre service à cette patrie que nous aimons et que nous sommes engagés à construire ».

Souignons que la cérémonie du 28 juillet rehaussée par la présence du président de la République, Kabila Kabange, en qualité de chef de l'État et de commandant suprême des forces armées. Il avait clôturé le moment avec le dépôt d'une gerbe de fleurs en face des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, le Premier ministre, le procureur général près la Cour constitutionnelle, le premier président de la Cour suprême de la justice, le président du CNSA, les députés et sénateurs mais aussi les ministres, les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques accrédités au Congo et bien d'autres invités qui y assistaient religieusement.

Nioni Masela

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bobe
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelélé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mbassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PROCESSUS ÉLECTORAL

Des ONG évaluent la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre

Cet exercice met en exergue les avancées enregistrées et les obstacles à l'application intégrale dudit Accord ainsi que leur incidence sur la réalisation de l'objectif principal de l'Accord, à savoir l'organisation des élections dans le délai convenu pour le retour à l'ordre constitutionnel.

Des organisations de la société civile (OSC) réunies au sein du groupe de travail des OSC de la RDC ont publié, le 10 août, le Sixième rapport de cette plate-forme intitulé « Mise en œuvre de l'Accord politique de la Saint-Sylvestre : où en sommes-nous sept mois après et quelles perspectives ? ». Le rapport du groupe de travail a tenté d'identifier les défis auxquels la mise en œuvre intégrale de l'Accord politique du 31 décembre 2016 est confrontée d'établir les responsabilités, avant de formuler quelques recommandations visant à re-

lancer le processus politique en perspective des échéances électorales de décembre 2017. À l'issue de l'analyse de la situation sur le terrain, en la comparant aux engagements pris par différentes parties de cet accord, les OSC ont noté dans ce rapport que la mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre a été pour les sept mois écoulés laborieuse, voire calamiteuse. Le coordonnateur du RRSSJ, Me Emmanuel Kabengele, cité dans le communiqué rédigé à l'issue de ces travaux, a affirmé que dans le contexte actuel du pays, « le consensus politique découlant de cet Accord a été brisé, la bonne foi s'est envolée et a cédé la place à la loi du plus fort ; ce qui replonge le pays et sa population dans les incertitudes d'avant décembre 2016 ».

Une responsabilité partagée

Le vice-président du Centre de recherches et d'études

sur l'État de droit en Afrique (Crééda), Me Joseph Cihunda, estime par ailleurs que « la responsabilité de cette situation est partagée entre toutes les parties prenantes à l'Accord dont la majorité présidentielle au pouvoir, abusant de sa position dominante, et l'opposition politique, morcelée et incapable d'avoir une position commune, ainsi qu'une frange de la société civile sans voix audible, alignée de gré ou de force sur l'une ou l'autre force politique en présence ».

Pour Me Sylvain Lumu, de la Ligue des électeurs (LE), « la mise en œuvre laborieuse voire calamiteuse de l'Accord de la Saint-Sylvestre est révélatrice de la nature réelle de la crise politique en RDC ». De son avis, cette crise est « essentiellement une crise éthique ou une crise de l'Homme congolais ». Cette situation, a-t-il souligné, permet aussi de sortir de ce qui paraît comme étant une « naïveté collective de bonne

foi » ou un abus de la bonne foi dans laquelle la majorité de Congolais se sont encastrés en croyant aux discours officiels des acteurs politiques.

Un consensus politique à nouveau rejeté

Les signataires du rapport ont regretté que la recherche d'un consensus politique global, après avoir été présentée comme la voie de sortie de la crise électorale, soit à nouveau rejetée par les acteurs politiques, « qui s'y écartent pour assouvir leur soif éfrénée du pouvoir et d'argent facile, au mépris de leurs engagements et du respect dû au peuple congolais ». À l'issue de ces travaux, les signataires du rapport ont notamment recommandé aux parties prenantes de dégager un consensus pour la redéfinition de la séquence électorale, en privilégiant l'élection présidentielle facile à organiser, en tenant compte du temps restant et ce dans le respect des

mécanismes prévus dans ledit Accord. Ils les ont également exhortés à procéder à l'audit de la gestion des fonds alloués à la Céni pour la conduite des opérations électorales et à évaluer ses performances.

Il est rappelé que ce rapport du 10 août est le sixième de la série des rapports que publie le groupe de travail sur le processus de paix vu par les constituants comme un « laboratoire » de production d'analyses indépendantes en vue d'influer positivement sur les politiques publiques nationales et internationales. Ce groupe est composé des experts congolais des organisations de la Société civile intéressées au processus de paix dont le Réseau pour la réforme du secteur de sécurité et de justice, l'Action contre l'impunité pour les droits humains, le Crééda, le Centre pour la gouvernance et la LE.

Lucien Dianzenza

RDC

Accord sur le retour à risque du corps de l'opposant Tshisekedi

Un accord sur le rapatriement à haut risque du corps de l'opposant congolais Étienne Tshisekedi, décédé à Bruxelles le 1er février, a été trouvé entre le pouvoir, sa famille et son parti, a déclaré son entourage familial et politique à l'AFP vendredi.

Déjà annoncé et reporté, le retour de la dépouille pourrait susciter d'importantes manifestations alors que la République démocratique du Congo (RDC) traverse déjà une

Kinshasa fin juillet 2016 après un long séjour médical à Bruxelles. Les trois parties s'engagent d'ailleurs à « honorer la mémoire de l'illustre disparu » sans « perturber l'organisation harmonieuse des funérailles », souligne un communiqué conjoint pour la « bonne organisation des obsèques » remis à l'AFP par l'entourage familial et politique du défunt. Jamais diffusé, ce document a été signé dès le 6 juin

res», précise le document. Il sera inhumé à N'sele (80 km de Kinshasa). La famille souhaitait initialement enterrer M. Tshisekedi au siège de l'UDPS, et le pouvoir dans un cimetière du centre de la capitale. « L'État congolais prendra en charge tous les frais relatifs à l'organisation des obsèques », note le communiqué conjoint. « Un avion spécial sera dépêché à Bruxelles pour ramener à Kinshasa la dépouille et les membres de



Des sympathisants du parti d'Étienne Tshisekedi réunis à Bruxelles pour un dernier hommage

grave crise politique, l'opposition dénonçant le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila. M. Tshisekedi, 84 ans, était un des principaux opposants au président Kabila, dont le deuxième mandat a pris fin le 20 décembre et qui ne peut pas se représenter selon la Constitution. L'opposant avait été salué par des centaines de milliers de personnes à son retour à

entre le parti de M. Tshisekedi, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), la famille et le gouvernement. Signataires pour le gouvernement, les services du ministre de l'Intérieur n'ont pu être joint par l'AFP. Le corps sera exposé au Parlement « pour le recueillement ainsi que les hommages officiels et popula-

la famille s'y trouvant », lit-on dans ce document de deux pages. Le rapatriement pourrait intervenir « début septembre », selon un porte-parole de la famille dont le fils, Félix, a pris la tête de l'opposition au nom de l'UDPS. « Je serai satisfait quand je verrai le corps de mon père à Kinshasa », a tempéré M. Tshisekedi fils.

AFP

ENJEUX POLITIQUES

Kabila veut « renforcer son pouvoir »

Le président Joseph Kabila « cherche non pas à préparer son départ mais à renforcer son pouvoir », estime un rapport de la société civile publié vendredi qui déplore l'application « calamiteuse » d'un accord pouvoir-opposition supposé conduire la République démocratique du Congo vers les élections.

« La mise en œuvre de l'accord politique du 31 décembre 2016 a été, pour les sept mois écoulés, laborieuse voire calamiteuse, les parties prenantes s'étant au fil de temps éloignées de l'esprit et de la lettre de l'accord », lit-on dans ce document rédigé par plusieurs organisations congolaises de défense des droits de l'Homme (Acidh), des justiciables (RRSSJ) ou encore des électeurs (Ligue des électeurs). Conclu sous l'égide de l'Église catholique, l'accord dit « de la Saint-Sylvestre » a été signé après le maintien au pouvoir du président Kabila dont le second mandat a pris fin le 20 décembre.

Le président est élu « pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois », selon la Constitution, qui ajoute qu'à la fin de son mandat, le président « reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu ». L'accord prévoyait notamment la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition et des élections d'ici fin 2017. Le chef de l'État « a procédé au saucissonnage de l'accord politique en choisissant d'exercer les compé-

tences de manière non pas à préparer son départ mais à renforcer son pouvoir », lit-on dans le rapport, qui prend pour exemple la désignation en avril du nouveau Premier ministre, Bruno Tshibala.

« Cette nomination aux allures d'une décision unilatérale a été, à juste titre, considérée comme non conforme à l'esprit et à la lettre de l'accord », selon le rapport qui explique que le nom du Premier ministre devait être « présenté » par l'opposition. Le rapport dénonce également une « évolution, à pas de tortue, du processus électoral » alors qu'aucune date pour les élections n'a encore été avancée. « Cette absence du calendrier électoral rend le processus opaque et non lisible », dans un pays où la situation sécuritaire est « précaire et volatile », s'inquiète le rapport. Le document reproche aussi à l'opposition d'être « incapable d'avoir une position commune » et estime qu'une « frange de la société civile » est « sans voix audible, alignée de gré ou de force sur l'une ou l'autre force politique en présence ». Le rapport recommande à la commission électorale « de publier, toutes affaires cessantes, un calendrier électoral » et au président de la République notamment « de faire respecter la neutralité et l'apolitisme des forces armées, de la police nationale et des services de renseignement ».

AFP

MÉDIAS

RFI renoue avec ses auditeurs de la RDC

Radio France internationale émet de nouveau à Kinshasa. Le signal de la radio mondiale a été rétabli dans la nuit du jeudi 10 août par les autorités congolaises après près de neuf mois d'interruption.

De quoi réjouir ses nombreux auditeurs disséminés à travers la RDC obligés, depuis la coupure du signal le 5 novembre 2016, de se rabattre sur des chaînes locales jugées peu professionnelles. La réouverture de RFI est consécutive à l'accord de partenariat conclu à Paris le 26 juillet entre ses représentants et ceux de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC). L'accord qui est entré en vigueur après sa signature par le ministre de la Communication et Médias, Lambert Mende, n'a pas été rendu public certes, mais tout ce qu'on sait est qu'il est le fruit des efforts diplomatiques menés en coulisses particulièrement par



la partie française. Franck Paris, conseiller Afrique de l'Élysée, et Rémi Maréchaux, directeur Afrique du Quai d'Orsay, avaient relancé la question fin juin à Lubumbashi au cours d'une rencontre avec Joseph Kabila qui avait promis d'en donner une suite. C'est ce que révèlent des sources au faite du dossier tout en reconnaissant les concessions faites de part et d'autres pour parve-

nir à cet accord de levée du signal.

L'arrêté pris en son temps par Lambert Mende portant réglementation de l'exploitation de la radiodiffusion sonore et de la télévision par des personnes physiques et morales étrangères a été battu en brèche par l'accord signé à Paris. Alors qu'il a été convenu que les stations de radio ou de télévision étrangères non installées en RDC

ne pouvaient diffuser des émissions et programmes que par intermittence dans le cadre d'un partenariat avec une chaîne de diffusion sonore et de télévision du pays, force a été de constater que RFI a émis directement le 10 août sur la bande FM en continu, sans passer par la RTNC. C'est autant dire que le gouvernement a fait marche-arrière en laissant tomber cette conditionnalité qui astreignait les chaînes étrangères à émettre sous couvert des chaînes locales. Et dans le document final signé par les deux parties, cette clause a été carrément ignorée.

Le contenu de cet accord de partenariat RFI-RTNC est revêtu, pour l'heure, du sceau du secret. Cependant, d'après certaines indiscretions, il appert que le partenariat entre les deux chaînes publiques se limite juste à la formation et à la fourniture d'équipements techniques. Il n'y a donc pas de contre-

partie à la réouverture du signal de RFI qui fonctionnera comme par le passé, explique-t-on. Le porte-parole du gouvernement a assuré qu'il ne sera nullement question d'influer sur la ligne éditoriale de cette radio internationale ou restreindre sa liberté en RDC. Toutefois, « la RTNC attirera désormais l'attention de son partenaire chaque fois qu'il y a des problèmes avec sa ligne éditoriale », a nuancé un membre de la délégation congolaise à Paris.

Quant à la correspondante de RFI à Kinshasa, Sonia Rolley, dont la demande de renouvellement de visa (expiré depuis mai) n'a pas encore reçu une suite favorable, le gouvernement souhaite son remplacement pur et simple. « Il serait souhaitable qu'il y ait une rotation tous les deux mois, pour éviter tout glissement vers l'activisme », propose-t-on du côté gouvernemental.

Alain Diasso

DÉVELOPPEMENT MONDIAL

D'importants changements démographiques signalés d'ici à 2029

L'un des changements majeurs est le passage de l'Inde à la première place des pays les plus peuplés du monde, devant la Chine. Ensemble, ces deux pays comptent actuellement 2,7 milliards d'habitants dont 1,4 milliard pour l'Empire du milieu. Par ailleurs, la croissance mondiale entre 2017 et 2050 sera portée pour près de la moitié par neuf pays dont la RDC en troisième position. Si le rapport onusien ne manque pas de prédire un avenir plutôt explosif pour l'Afrique subsaharienne, une inquiétude émerge sur la léthargie dans l'accès à une source d'électricité.

Selon le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, le continent africain devrait passer à près de 4,5 milliards d'habitants dans les années 2100. Une situation qui appelle à une conscientisation des pays de la région face à l'urgence de la mise en oeuvre des politiques pour accompagner cette croissance démographique galopante. Un pays comme le Nigéria, première puissance économique de la région, va passer de 191 millions d'habitants à 410 millions en 2030. Avec cette population supplémentaire, le géant ouest-africain viendra désormais devant les États-Unis d'Amérique. Au total, cinq pays africains, en l'occurrence le Nigéria, la RDC, l'Éthiopie, la Tanzanie et l'Ouganda, feront partie des neuf pays qui concentreront à eux seuls la moitié de la croissance de la population mondiale.

L'Afrique rejoint l'Asie

En 2100, l'Afrique représentera environ 40 % de la population mondiale, contre 17 % actuellement. Elle aura la taille de l'Asie actuelle qui, à son niveau, devrait connaître paradoxalement une régression, passant désormais de 60 à 43 % de la population mondiale. En nombre d'habitants, l'Asie comptera environ 4,8 milliards d'âmes contre 4,5 milliards actuellement. Dans ce rapport, l'on estime que le ralentissement, voire le déclin même de la croissance démographique chinoise viendra influencer considérablement la situation de la région dans la deuxième moitié du XXI^e siècle.

Doper le taux d'accès à l'électricité

Globalement, le monde comptera 9,8 milliards d'individus en 2050 et 11,2 milliards en 2100. Face à cette pression démographique, l'Afrique doit rechercher des solutions durables à certains de ses problèmes structurels dont l'accès à l'électricité. Le dernier rapport de la Banque mondiale estime que 1,1 milliard de personnes, soit 15 % de la population mondiale, n'ont pas accès à l'électricité. Et près de la moitié de ces personnes habitent les zones rurales africaines et seulement un tiers dans les régions de l'Asie du Sud. Quatre pays – l'Inde, le Nigéria, l'Éthiopie et le Bangladesh – comptent à eux-seuls près de la moitié de la population mondiale n'ayant pas accès à l'électricité. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

FORMATION

Le CHESD, une initiative congolaise au service de la défense régionale

Le Centre des hautes études de sécurité et de défense de Kinshasa en RDC (CHESD) vient d'ouvrir sa formation aux civils après l'inauguration de ses nouveaux locaux et la remise des diplômes à la 2e promotion de cette école de guerre.

Le CHESD a fêté l'inauguration de ses nouveaux locaux dans le quartier Joseph-Kabila-Kabange, la remise des diplômes aux stagiaires de la 2e promotion ouverte aux auditeurs étrangers, notamment de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), et le lancement prochain de deux programmes supplémentaires

dont un pour des civils, a-t-on appris.

Le général Etumba, chef d'état-major général de l'armée en RD Congo, a rappelé la mission du CHESD. « Le CHESD est le plus haut établissement de formation des officiers généraux et colonels des Fardc (Forces armées de la RDC). Son programme, largement inspiré du modèle des écoles de guerre de France, de Belgique, des États-Unis, de Chine, du Cameroun et de Centre des hautes études militaires français (CHEM) procure au CHESD ses plus belles lettres de noblesse et de notoriété internationale », a-t-il dit.

Le chef d'état-major a ajouté que les autorités congolaises « ont opté pour le

coaching académique du CHESD par l'Institut français Themis de réputation internationale ». Les responsables français chargés du pilotage de la formation académique, Camille Rous, Gilles Rouby et Peer de Jong, ont rappelé de leur côté que cette initiative congolaise est financée par les fonds congolais et que l'accompagnement Themis est en « synchronisation » avec la coopération française et en partenariat avec les acteurs internationaux qui agissent localement, notamment la Monusco, l'Unicef, l'Union européenne, le Comité international de la Croix-Rouge, etc.

Noël Ndong

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

CÔTE D'IVOIRE

Le premier Forum pour la révolution verte en Afrique se tiendra à Abidjan

La Côte d'Ivoire sera le premier pays africain francophone à abriter le Forum pour la révolution verte en Afrique du 4 au 8 septembre 2017.

Le thème de la rencontre est : « Accélérer la marche de l'Afrique vers la prospérité : Contribuer à la croissance d'économies inclusives et à la création d'emplois à travers l'agriculture ». Il s'agit là d'une occasion pour faire valoir les progrès réalisés au titre de l'agenda de transformation agricole de l'Afrique, et pour amplifier les engagements politiques, stratégiques et financiers nécessaires à la réalisation de la Déclaration de Malabo et de l'agenda mondial relatif aux Objectifs de développement durable (ODD).

«Le gouvernement ivoirien s'était engagé à améliorer constamment son secteur agricole, clé de son développement économique», a déclaré en substance son président Alassane Ouattara, qui recevait Strive Masiyiwa, cumulativement président fondateur d'Econet Wireless et président du Conseil d'administration de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), à la tête d'une délégation de l'AGRF. L'AGRF réunit une partie importante du monde agricole du continent en vue de discuter et élaborer des plans concrets visant à réaliser la révolution verte

en Afrique. Créée en 2010, l'AGRF est une plateforme qui permet aux leaders mondiaux et africains d'élaborer des plans d'action pragmatiques capables de promouvoir

discussions ont porté des voies et moyens de mobilisation d'importants investissements en faveur du pays et des chaînes de valeur agricoles de la région.

« Nous sommes très reconnaissants au président Ouattara et à son gouvernement pour leur leadership continu en matière de promotion de l'agriculture

développer une économie diversifiée et moderne sans avoir préalablement assuré la réussite de son secteur agricole. Cela s'applique pour l'Afrique où le secteur agricole dispose de la plus grande capacité à créer des emplois pour les 10 à 12 millions de nouveaux jeunes travailleurs qui entrent chaque année sur le marché du travail ».

Un mémorandum d'accord a été signé entre la Côte d'Ivoire et l'AGRF «preuve de l'engagement de la Côte d'Ivoire à faire de l'AGRF une réussite», a déclaré l'honorable Coulibaly. Le Forum examinera aussi la manière dont les gouvernements, les entreprises et les autres partenaires tiennent leurs engagements politiques, stratégiques et financiers d'un montant de plus de 30 milliards de dollars pris lors de l'édition 2016 de Nairobi au Kenya.

Le Forum permettra également aux participants de proposer de nouveaux engagements et accueillera de nouveaux promoteurs du secteur agricole. Quelque 750 délégués, dignitaires dont des chefs d'Etat africains, ministres, dirigeants d'entreprises, agriculteurs, entreprises agroalimentaires, institutions financières, ONG, société civile, scientifiques, partenaires de développement sont attendus.

Noël Ndong



l'agriculture africaine. Elle est devenue une plateforme incontournable de rencontre agricole au niveau africain.

Une délégation était à Abidjan pour préparer le Forum et pour promouvoir des priorités en matière de transformation agricole de la Côte d'Ivoire et de l'ensemble du continent, a-t-on appris. Des

L'AGRF 2017 se déroulera sous le patronage d'Alassane Ouattara, faisant de la Côte d'Ivoire le premier pays africain francophone à abriter le Forum, et confirmant son leadership dans la transformation économique, dans l'investissement dans l'agriculture pour augmenter sa productivité et sa performance économique globale.

en tant que moyen le plus sûr de parvenir à une croissance économique inclusive et à la création d'emplois. Nous les remercions d'abriter l'AGRF cette année », a déclaré Strive Masiyiwa.

Ajoutant : « Des exemples d'ailleurs nous montrent qu'aucune région du monde n'a réussi à

CEMAC

Le Tchad applique la décision de libre circulation des personnes

Le ministre tchadien des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et de la coopération internationale, Hussein Brahim Taha a annoncé que les ressortissants de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) n'auront plus besoin de visas pour entrer au Tchad.

« Tout ressortissant de l'un des Etats membres, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon et Guinée équatoriale, détenteur d'une pièce d'identité sécurisée (Passeport ou carte d'identité) en cours de validité, n'est plus soumis à l'obligation de visa d'entrée ou d'autorisation de sortie pour tout séjour ne dépassant pas trois mois en territoire tchadien », a indiqué le 10 août le ministre de la Justice.

Dans deux notes circulaires datant du 8 août, les autorités tchadiennes instruisent les services d'émigration et les missions diplomatiques à veiller à l'application effective de

la décision sur la libre circulation, conformément aux instructions des chefs d'Etat de la sous-région. Une fois appliquée, cette mesure facilitera le commerce entre les six pays de la Cémac.

Réunis le 17 février dernier à Djibloho, en Guinée Equatoriale, les pays d'Afrique centrale avaient réitéré leur volonté de concrétiser la politique commune de libre circulation des personnes et des biens, mais celle-ci n'était pas appliquée, surtout par le Gabon et la Guinée équatoriale. En mars, Malabo avait finalement ordonné l'observance et l'exécution des dispositions de l'organisation sous-ré-

gionale sur ce sujet dans son pays. En Afrique centrale, la question de la libre circulation des personnes reste une pierre d'achoppement

liation économique et perversion sociale associée à la délinquance d'origine étrangère. Pourtant, depuis mai 2015, cette libre circula-

« Tout ressortissant de l'un des Etats membres, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon et Guinée équatoriale, détenteur d'une pièce d'identité sécurisée (Passeport ou carte d'identité) en cours de validité, n'est plus soumis à l'obligation de visa d'entrée ou d'autorisation de sortie pour tout séjour ne dépassant pas trois mois en territoire tchadien »,

pour l'intégration sous-régionale. Elle est toujours liée à des mythes : invasion démographique, spo-

tion des personnes était devenue effective même si elle permettait en théorie aux ressortissants de la

zone de circuler sans visa à l'intérieur du territoire communautaire. Malgré cela, des obstacles administratifs et politiques persistent. Lors du sommet de la Djibloho, le Gabon et la Guinée équatoriale s'étaient engagés à appliquer - sans exclusive - la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace commun, à toute personne physique possédant une carte nationale d'identité et/ou un passeport biométrique. Une mission de la commission Cémac devait s'assurer de la matérialisation de la décision.

Rappelons que la libre circulation des personnes et des marchandises en zone Cémac devait être effective le 1er janvier 2014, pour éviter de faire figure de « mauvais élève », en Afrique.

Nestor N'Gampoula

GALERIE AFRICA ART

Fabrication et vente d'objets d'art sur cuivre, bois, bronze, malaquite, peinture sur toile, bâtiment, portrait. Fabrication de trophet et autres à bon prix situés au centre ville à l'hôtel Ledger plaza Congo brazzaville. Contactes :

055671216/064614509.





BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



LED 32" HD: 159 000 Fcfa

LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa

LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa

LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa

LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

ETATS-UNIS/CORÉE DU NORD

Donald Trump et Kim Jong-un vont-ils en découdre?

Les chancelleries du monde s'inquiètent de l'escalade verbale entre dirigeants américain et nord-coréen, et craignent que la guerre des mots ainsi lancée ne se transforme en guerre d'obus.

Tout les sépare. Le président américain, Donald Trump, 71 ans, élu en 2016 et au pouvoir depuis le 20 janvier dernier est un richissime homme d'affaires. Il s'est frayé le chemin en politique en prenant tout le monde de vitesse pour se hisser à la tête de l'Etat le plus puissant du monde. Au point que ses détracteurs, à commencer par son prédécesseur, Barack Obama, n'hésitaient pas à lui dénier les qualités d'assumer la fonction suprême. Au cours de la campagne pour la présidentielle américaine en novembre 2016, Obama encore populaire auprès de ses compatriotes, s'était alors attaché à défendre la candidature d'Hillary Clinton. Sans parvenir à reporter sur son ancienne secrétaire d'Etat les voix des Américains de tous les âges qui lui témoignaient encore une grande considération.

Depuis huit mois qu'il habite la Maison Blanche, Trump est toujours sur le feu des projecteurs de l'actualité, à peu près comme lors de la campagne électorale, quand ses faits et gestes étaient scrutés avec attention par les médias et ses adversaires. L'homme faisait le buzz pourrait-on dire, tant ses déclarations et ses prises de positions suscitaient à la fois l'admiration de ses partisans, que le doute de ses objecteurs. Et les observateurs de la scène américaine, les spécialistes des rela-



Kim Jong-un (DR)

Donald Trump (DR)

tions internationales se perdaient parfois en conjectures. Il est vrai que Donald Trump n'a pas changé sa façon de communiquer. Il twitte abondamment, se méfie des médias, souffle chaud et le froid en toutes choses : Chine, Russie, Cuba, Iran, Israël, UE, Otan, Corée du Nord, Mexique, Venezuela, etc. Il commente les relations avec ces pays et entités, gardant toujours pour soi la primeur de durcir le propos, et en même temps de l'adoucir.

Le dirigeant Nord-Coréen, Kim Jong-un, 34 ans en poste depuis mai 2016, est le produit d'un pouvoir qu'il a hérité de son défunt père, Kim Jong Il. Ce der-

nier ayant à son tour succédé à son père, Kim Il Sung, après son décès en 1994, dans le genre de succession qui, sans avoir besoin

manoeuvre dans la course aux armements, à l'instar de toutes les puissances occidentales et asiatiques.

d'être officiellement décrétée, laisse dire qu'elle est à qui voudrait le savoir d'ordre héréditaire. C'est bien peut-être cet aspect qui échappe à l'idéologie communiste qui guide l'action du régime de Pyongyang. Pour le reste, on peut dire que depuis la fondation de la République populaire et démocratique de Corée en 1953, les soixante-quatre dernières années ont été mises à contribution par les autorités de ce pays pour consolider le choix de son guide bien aimé. En apparence, si on dit de la Corée du Nord qu'elle est le pays le plus isolé au monde, ou rien ne « marche » vraiment ? il est une chose qui saute aux yeux : Pyongyang a une marge de

Depuis qu'il est à la tête de son pays, Kim Jong-un se plaît particulièrement de montrer aux yeux du monde, peut-être à ceux de son voisin du Sud (la Corée du Sud), qu'il ne se laissera pas impressionner. A leurs frontières communes, évidemment, stationnent des dizaines de milliers de soldats américains. Les Nord-Coréens redoutent que l'Oncle Sam, allié du Sud et du Japon tout à côté, ne les encercle et en fasse une bouchée en cas de conflit. Est-ce pour cela, que le Nord a choisi de tirer un missile « matin et soir », comme s'il voulait dire à ses « ennemis » qui s'entraînent eux aussi « matin

et soir » dans le pourtour de ces mêmes frontières, que moi aussi j'ai une capacité de dissuasion nucléaire qu'il faut prendre au sérieux ? Dans ce cas précis, les deux parties ne sont-elles pas à classer dans la catégorie des faiseurs de guerre ?

Appréciations néanmoins la teneur de l'escalade verbale que Washington et Séoul ont mise en route ces jours-ci, pour voir combien les deux capitales, ont malgré tout, des points de ressemblance. Quand Trump promet d'infliger à la Corée du Nord les peines que le monde n'a jamais vécues, on se demande par exemple si l'idée n'est pas de l'effacer de la carte de la Terre. On peut imaginer tout de même que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki étaient des pires horreurs. Quand Kim Jong-un avertit la « grande » Amérique qu'elle regrettera si elle franchit le pas, on peut se demander ce qui peut être dans l'ordre du possible de ce point de vue au regard du déséquilibre de forces entre ces deux pays. Ceci dit, l'escalade en cours est prise au sérieux par les pays sérieux.

Une chose étonne cependant. Au regard du remue-ménage qu'ils créent dans le champ des relations internationales on a l'impression que le président américain, Donald Trump et son homologue Nord-Coréen, sont au pouvoir depuis très longtemps. Ils ne le sont pourtant qu'il y a peu, mais pèsent lourdement sur la quiétude de la Planète Terre. Troublant !

Gankama N'Siah

KENYA

La première tâche du président élu sera de préserver la concorde nationale

Réélu pour un second mandat de 5 ans avec 54,27% des suffrages face à son rival Raila Odinga qui a obtenu 44;74% de voix, le président kényan Uhuru Kenyatta ne devra ménager aucun effort pour préserver la concorde nationale lors des premières semaines, qui s'annoncent déjà tendues avec les violences à travers le pays.

Cette tâche s'avère nécessaire puisque sitôt après l'officialisation des résultats et les jours suivants, des émeutes se poursuivent dans plusieurs fiefs de l'opposition, dans les bidonvilles de Nairobi et l'ouest du pays. La coalition de l'opposition a dénoncé une « mascarade » et en a appelé au peuple. Raila Odinga qui a contesté les résultats de ce scrutin s'est dit opposé aux violences de toutes natures. « Nous ne voulons pas de violences au Kenya. Nous connaissons les conséquences de ce qui s'est passé en 2008, et nous ne voulons pas voir cela se répéter », a-t-il déclaré. « Je n'ai le contrôle de personne. Les gens veulent la justice », a ajouté ce candidat malheureux comme

pour laisser la porte ouverte à toute éventualité.

Pourtant, la bonne tenue des élections générales, avec un taux de participation s'élevait à 78,91%, a été unanimement saluée par la communauté internationale. Et les présidents rwandais et ougandais Paul Kagame et Yoweri Museveni n'ont pas attendu longtemps pour féliciter sur Twitter leur homologue kényan.

A 72 ans, Raila Odinga qui s'était présenté quatre fois sans succès à la présidentielle a livré certainement sa dernière grande bataille politique cette année. En 2007, il avait rejeté la réélection de Mwai Kibaki, lors d'un scrutin entaché de nombreuses fraudes selon les observateurs. Le pays avait

alors plongé dans des violences post-électorales, les pires depuis son indépendance en 1963, qui avaient fait plus de 1.100 morts et 600 déplacés. En 2013, Raila Odinga avait aussi contesté sa défaite face à l'actuel président et s'était gardé d'en appeler à la rue, préférant se tourner en vain vers la justice. Son père, Jaramogi Odinga Odinga, avait été brièvement vice-président, avant de perdre la lutte postindépendance pour le pouvoir au profit du premier chef d'Etat Jomo Kenyatta, père d'Uhuru.

Dans une adresse à la Nation juste après l'annonce de sa victoire par la commission électorale, Uhuru Kenyatta a tendu la main à son principal rival et appelé à la paix. «



Uhuru Kenyatta, président du Kenya (DR)

Nous devons travailler ensemble, nous devons faire équipe, nous devons grandir ensemble, nous devons ensemble faire grandir ce pays », a lancé le chef de l'Etat sortant, soulignant qu'« il n'est pas nécessaire de recourir à la violence ».

Durant la campagne électorale, Uhuru Kenyatta et le vice-président William Ruto avaient mis

en avant leur bilan économique, avec une solide croissance et le développement d'infrastructures, dont la nouvelle ligne ferroviaire entre la capitale Nairobi et le port de Mombasa. Raila Odinga avait dénigré ce bilan insistant sur la hausse du prix des denrées alimentaires et le creusement des inégalités.

Nestor N'Gampoula

SANTÉ PUBLIQUE

Le CHU rouvre ses portes aux malades externes

En grève depuis le 1er août, l'intersyndicale du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville est sortie tête haute après les négociations avec le gouvernement concernant ses revendications.

L'assemblée générale tenue le 10 août dernier à Brazzaville a décidé de la suspension immédiate de la grève générale illimitée déclenchée au début du mois et la reprise effective du travail. Les pourparlers engagés avec le gouvernement à propos de leurs revendications ont débouché sur la signature d'un protocole d'accord entre les deux parties. Ainsi, s'agissant du retard observé dans le paiement des salaires, le gouvernement et l'intersyndicale ont convenu du paiement concomitant du salaire des agents du CHU avec celui des fonctionnaires. Quant au règlement de la dette sociale, une commission a été mise en place pour réévaluer son montant, contrôler les bénéficiaires et engager des poursuites judiciaires contre les auteurs de ces actes.

Concernant les cotisations et prestations sociales, les deux parties se sont accordées pour poursuivre les démarches auprès du Trésor public en vue d'un paiement régulier des cotisations sociales par employeur et par employé. Les travailleurs du CHU demandaient également l'amélioration de la communication avec la hiérarchie. C'est ainsi que les négociations ont débouché sur l'institution d'un dialogue social chaque premier jeudi du nouveau mois. L'autre préoccupation du CHU consiste à améliorer les conditions de travail des agents. A cet effet, les deux parties ont souligné la nécessité de l'appui financier et technique du gouvernement. Elles ont, enfin, décidé de la formalisation des recommandations de l'audit financier et organisationnel du CHU par le comité de direction afin de les rendre immédiatement exécutoires.

« Cependamment, les travailleurs exigent du gouvernement de la République l'application sans conditions des acquis obtenus en vue de la levée ultérieure et définitive de la grève », conclut l'intersyndicale, précisant que la porte du CHU était de nouveau ouverte aux malades externes.

Rappelons que la situation du CHU de Brazzaville a interpellé le dernier Conseil des ministres qui a demandé que la masse salariale globale de cet établissement, qui s'établit à un peu plus de 7 milliards FCFA par trimestre pour près de 3000 agents, soit mieux maîtrisée. A cet effet, le Chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a instruit le gouvernement de procéder dans les meilleurs délais à un recensement des agents concernés.

Parfait Wilfried Douniama

La 24^e mission médicale chinoise s'installe à l'hôpital de Mfilou

La ministre de la Santé et les médecins chinois/photo Adiac

Composée de 23 médecins dont les chirurgiens, dentistes, urgentistes, radiologues et pédiatres, la 24^e mission médicale chinoise travaillera aux côtés des spécialistes congolais dans le but d'offrir des soins de santé de qualité aux populations tout en effectuant le transfert de compétence.

« Nos partenaires chinois ont tenu compte de nos besoins en matière de santé avant de dépecher cette 24^e mission médicale », a déclaré la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, qui a installé le 11 août ces médecins chinois à l'hôpital de l'Amitié sino-congolaise à Mfilou, 7^e arrondissement de Brazzaville.

Elle a en outre, au nom du gouvernement congolais, salué « l'excellent travail » réalisé à l'hôpital de Mfilou par la 23^e mission médicale chinoise.

De son côté, la directrice générale de l'hôpital de Mfilou, Martien Béatrice Pongui a expliqué que la présence des médecins chinois permettra un renforcement de compétences pour l'efficacité de la gestion des soins.

L'ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Xia Huang, a quant à lui, souligné que la 24^e mission médicale chinoise travaillera dans la continuité et sans relâche. Les médecins de cette mission remplacent ceux de la 23^e mission dont le mandat s'est achevé le 8 août dernier.

L'ambassadeur Xia Huang a indiqué que son pays sera toujours disponible à accompagner le Congo en vue de la réussite de sa politique sanitaire. « Nous allons redoubler d'efforts pour répondre aux besoins du gouvernement congolais », a-t-il indiqué.

Selon lui, la coopération médicale et sanitaire entre le Congo et la Chine est vieille de plus de cinquante années.

La cérémonie d'installation de la 24^e mission médicale chinoise à l'hôpital de Mfilou s'est déroulée en présence de la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo Fatoumata Binta Diallo et des autorités municipales de Mfilou.

Rominique Nerplat Makaya

LE FAIT DU JOUR

Tenir bon pour les sénatoriales

L'élection des sénateurs, le 31 août prochain, sera sans doute aussi palpitante pour les candidats que l'a été celle des députés et conseillers les jours passés. Et pour cause. Les sortants ne paraissent pas d'humeur à se laisser conter par des novices qui voudraient leur prendre leurs places. Ils vont tout faire pour rester, durer, continuer de rendre service à la nation, et pourquoi pas, profiter des joutes électorales à venir pour montrer qu'ils n'ont pas encore dit leur dernier mot, et même qu'ils n'ont pas démerité. A la déferlante juvénile, féminine et indépendantiste observée durant les scrutins passés, les plus âgés sont donc aussi sur le métier.

On est tenté de dire que là-dessus, les partis politiques vont avoir du fil à retordre pour organiser les investitures. Dans le cas

précisément des problèmes posés à ces formations politiques par les arbitrages liés aux scrutins législatifs et locaux dont les résultats sont connus, pourrait-on, peut-être, les voir colmater les brèches, réparer les torts, apaiser les cœurs. Le tout, afin que les « oubliés » des échéances des 16 et 30 juillet retrouvent le sourire et ne se disent pas laissés au bord de la route du renouvellement des institutions électives.

Comme en toute chose, les règles régissant les partis et les coalitions des partis seront posées, oscillant entre petits meurtres entre amis, petites brimades convenues ou tolérées, contentements de façade et bons cœurs contre mauvaises fortunes. Mais quand tout se sera joué, que les uns et les autres connaîtront le sort qui leur est réservé, la discipline partisane se chargera peut-être de remettre les choses à l'endroit car le mo-

ment sera venu pour la majorité formée et l'opposition constituée de se mettre au travail au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Il faut néanmoins retenir de l'aréopage politique congolais des jours à venir que les pôles d'influence seront peut-être de trois ou quatre niveaux : la majorité présidentielle, l'opposition parlementaire incarnée par le parti majoritaire, l'opposition parlementaire formée par les « indépendants », à moins que les deux fassent bloc, et enfin l'opposition extraparlamentaire. La première est assurée presque de contrôler toutes les institutions électives de bout en bout, la deuxième aura intérêt de ne pas jouer les « faire-valoir » comme on l'a entendu dire il y a peu, la troisième aura le temps de savoir quel rôle désira-t-elle jouer, la quatrième aura les médias, les réseaux sociaux, peut-être aussi la rue pour pour-

suire son combat politique.

On risque d'avoir, dans tous les cas, un édifice démocratique plein de promesses, car les Congolais aimant la politique comme le montre l'histoire tumultueuse de leur pays, le seul engagement que le citoyen lambda demande aux entrepreneurs du secteur est de jurer qu'ils ne replongeront pas leur pays dans des conflits fratricides. Ayant déjà sous les bras la situation du Pool qui attend d'être résorbée, la crise économique et financière qu'il faut juguler, le front social à contenir, il serait bon de ne pas couper le fil du dialogue entre toutes les composantes de la nation pour la maintenir à flots. Il faut aussi espérer que la future élection de la chambre haute du Parlement brille par la sagesse, enfin c'est le rôle que les sénateurs remplissent de tout temps. En principe.

Gankama N'Siah

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

Le devenir des jeunes au centre des préoccupations du gouvernement

L'emploi et l'entrepreneuriat, l'éducation et le développement des compétences, la santé et le bien-être, les droits, la gouvernance et l'autonomisation des jeunes sont inscrits parmi les priorités de ces dernières années.

C'est ce que rappelle l'un des passages mentionnés sur la déclaration lue par la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, le 11 août à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse célébrée le 12 août sur le thème « Les jeunes édifient la paix ».

En effet, conscient du fait que la paix n'est pas seulement l'absence de guerre dans un pays, au Congo, le gouvernement pour cet exercice mettra l'accent sur la prise en charge de la jeunesse en vue de son épanouissement.

Sur le plan de l'emploi et de l'entrepreneuriat, plusieurs projets sont en cours d'exécution, a indiqué la ministre, qui a annoncé, entre autres, le projet « pré-

vention de la radicalisation de la jeunesse en République du Congo » ; le programme Youth Connect Congo ; le programme de développement des compétences pour l'employabilité ; la mise en œuvre du programme innovant de la radio citoyenne des jeunes visant l'information et l'impact sur le changement de comportement.

Selon la ministre, sur le plan de l'éducation et du développement des compétences, outre le programme des cantines scolaires, plusieurs réformes ont été apportées dans l'enseignement supérieur notamment : l'amélioration des conditions d'apprentissage à l'Université Marien-Ngouabi, la construction d'une nouvelle université dénommée Denis Sassou



La ministre de la jeunesse et de l'éducation civique, lors de son allocution (DR)

N'Guesso. Forts des résultats obtenus, Destinée Hermella Doukaga a précisé : « Ces efforts se poursuivent également dans le domaine de la santé et du bien-être avec l'intensification de l'éducation adaptée à l'âge, la construction en cours des hôpitaux généraux dans les douze départements et la formation des jeunes médecins à l'étranger dans

l'objectif d'améliorer la qualité des services de santé pour tous ».

Dans le souci de préserver la paix, le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique a mis en œuvre depuis une année un laborieux programme de sensibilisation et d'éducation des citoyens aux valeurs républicaines et à la citoyenneté. « Ce programme qui

a déjà couvert près de 6000 jeunes se poursuit avec la création prochaine des réseaux d'auto-éducation afin d'éradiquer la violence en milieu jeune », a souligné la ministre.

Terminant sur l'implication effective des jeunes pendant les dernières élections législatives locales du 16 juillet 2017, après avoir renouvelé avec déférence, ses sincères salutations et remerciements au chef de l'Etat, pour son engagement personnel et permanent en faveur des jeunes et pour l'attention particulière qu'il accorde à leur éducation, leur formation et leur autonomisation, Destinée Hermella Doukaga a exhorté les jeunes à plus de responsabilité. « Toutes nos actions ne pourront être menées à bien que si nous conjuguons nos efforts à tous les niveaux », a-t-elle conclu.

Guillaume Ondzé

EXAMEN D'ÉTAT

Plus de 50% d'admis au BEPC session de juin 2017

Sur les 110 369 candidats qui s'étaient présentés au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) cette année, 61 305 ont été déclarés admis, soit 55,55% contre 46,39% en 2016. D'après le président général du jury, ces résultats sont à encourager car il y a un bond de 9,16%.

Les statistiques ont été présentées, le 11 août, au lycée Pierre-Savorgnan-de-Brazza par le président général du jury du BEPC session de juin 2017, Massembo Balou, en présence du directeur des examens et concours de l'enseignement général, Jean Pierre Mbenga, ainsi que des autres membres du jury. En effet, selon ces résultats, le département du Kouilou arrive en tête suivi de très près par la Cuvette-Ouest et la Cuvette. La Bouenza occupe la quatrième place devant Brazzaville et Plateaux. Bien que paralysé par le conflit armé depuis plus une année, le département du Pool est classé 7e devant la Likouala, le Niari et la Lékoumou. Pointe-Noire qui a présenté autant de candidats occupe l'avant-dernière place devant la Sangha.

Au niveau des établissements, c'est le lycée d'excellence de Mbounda, dans le département du Niari, qui a occupé la première place avec 100% d'admis. Les centres de Chine et de



Massembo Balou publiant les statistiques / Crédit photo Adiac

Luanda-Cabinda en Angola ont aussi obtenu 100% de réussite. « Le premier département qui ne cesse de battre de l'aile, c'est le Kouilou suivi de très près par la Cuvette-Ouest et la Cuvette. Aux échoués, qu'ils ne se découragent pas, ils ont fait un pas qui n'a pas réussi mais ils doivent prendre un peu de recul. Le secret pour la réussite à un examen, c'est la lecture. Il faut lire ses leçons, il

faudrait être assidu aux cours. Je leur demande de se mettre au travail. Et l'année prochaine, ils vont avoir leur examen », a

encouragé Massembo Balou. Rappelons que l'une des leçons à tirer à l'issue du BEPC 2017 est le nombre impressionnant d'absents chiffré à 3 668. Pointe-Noire a eu à elle seule plus de 1 000 absents, ce qui a réduit le taux de participation à 96,78%. Pour accéder aux résultats, veuillez consulter le site : www.enseignement-general.gouv.cg www.mycongoedusoft.net

Parfait Wilfried Douniama

GENDARMERIE NATIONALE

Zoom sur le Service central des recherches judiciaires

La structure qui a organisé le 9 août dernier un exercice de police judiciaire sur la gestion de la scène de crime et autres actes de l'enquête judiciaire est installée dans l'enceinte du commandement de la gendarmerie nationale à Brazzaville.



Les officiels posant avec les participants à l'exercice (DR)

Créé par arrêté n°3434 du 24 avril 2004, le Service central des recherches judiciaires (SCRJ), est l'organe technique qui assiste le commandant de la gendarmerie nationale dans le domaine des enquêtes et recherches des informations relatives à la grande criminalité, la délinquance transnationale et itinérante. Il compte, en effet, quatre sections : la section échange, relations extérieures et recherches judiciaires ; la section identification criminelle, victimes des catastrophes et expertises ; la section stupéfiants, toxicologie, délinquances économiques et financières ; la section personnes, signalements, objets et moyens utiles.

Placé sous la direction du lieutenant-colonel Victor Gandziambi, le SCRJ fait son petit chemin en dépit des difficultés inhérentes à toute structure étatique. « Les objectifs assignés en ce qui concerne la formation continue des hommes, nous les avons atteints à 90% et continuons pour rattraper les 10% restants. Je peux dire que le commandement de la gendarmerie a mis à notre disposition du personnel prêt à exécuter les missions qui nous sont dévolues », a assuré le SCRJ dont la structure a abrité pour la première fois un exercice de grande envergure.

Cet exercice a clôturé la formation continue dont l'objectif était d'harmoniser les connaissances professionnelles, pour quelques anciens, et l'entrée en matière pour d'autres. « J'ai beaucoup apprécié cet exercice. La gendarmerie est implantée dans mon arrondissement, c'est pourquoi lorsqu'il y a ce genre d'activités, je m'efforce d'y être présent. Le fait qu'ils nous associent à leurs manifestations, donne une très bonne image de la collaboration qui existe entre la force publique et la population civile », s'est félicité l'administrateur-maire de Makélé-kélé, Maurice Maurel Kihounzou, qui a assisté à cette démonstration.

P.W.D.

PROGRAMME GENERAL DES FESTIVITES DU 57^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO.-

JOURNEE DU DIMANCHE 13 AOUT 2017.

15 H 30 : Finale de la Coupe du Congo de football, sous le très haut patronage de Son Excellence Monsieur le Président de la République.

Lieu: Complexe sportif « la Concorde » de Kintélé.

20 H 00 : Election « Miss Indépendance », en présence de Madame l'Épouse du Chef de l'État.

Lieu: Palais de Congrès de Brazzaville (salle des Banquets).

JOURNEE DU LUNDI 14 AOUT 2017.

10 H 00 : Cérémonie du lancement de la 14^{ème} édition du Semi-Marathon International de Brazzaville, sous le très haut patronage de Son Excellence Monsieur le Président de la République.

Lieu : Boulevard Général Alfred Raoul.

15H30-17H00 : Cérémonie d'accueil de Leurs Excellences Messieurs les Chefs d'État.

Lieu : Aéroport International Maya-maya.

20H00 : Message radio-télévisé, de Son Excellence Monsieur le Président de la République, dédié aux festivités du 57^{ème} anniversaire de l'indépendance de la République du Congo.

JOURNEE DU MARDI 15 AOUT 2017.

10 H 00 : Défilé civil et militaire.

Lieu : Boulevard Général Alfred Raoul.

19 H 00 : Feux d'artifice.

20 H 00 : Banquet officiel offert par Son Excellence Monsieur le Président de la République et Madame (Sur carte d'invitation).

Lieu : Esplanade du Palais du Peuple (Sous-chapiteaux).

JOURNEE DU MERCREDI 16 AOUT 2017.

- Retour des délégations étrangères.
- Fin du programme général des festivités.-

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute des Gestionnaires de comptes

PROFIL RECHERCHE :

- Bac + 3 en Economie et Gestion, en Comptabilité et Finance, Gestion Financière et Comptable, Administration des entreprises ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle minimum dans le métier ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir des connaissances de base en comptabilité
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse financière
- Avoir le sens du commercial développé et une grande capacité de persuasion
- Avoir une bonne capacité d'analyse et une connaissance de l'environnement (marché, compétition, prix, facteurs de risque etc.)
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout;
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **01 Septembre** 2017 à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionnés (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un agent de trésorerie.

PROFIL RECHERCHE :

- BAC + 4 en Finance, Economie ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception peut-être faite pour les jeunes détenteurs d'un master (BAC+5) avec mention d'un pays de l'OCDE ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière dans la région CEMAC, dans l'un des pays de l'OCDE ou en Chine;
- Avoir de bonne connaissance du métier de la finance, du marché financier ainsi que du marché de capitaux;
- Avoir de bonne connaissance dans le domaine mathématique et logique ;
- Avoir une bonne capacité d'analyse ;
- Avoir une parfaite maîtrise du pack office ;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout non négligeable ;
- Avoir le sens des responsabilités et des initiatives ;
- Avoir de bonne compétence en communications.
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux, dynamique et objective
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, morale et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **01 Septembre** 2017 à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionnés (e) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un Gestionnaire RH, Chargé de la Paie de l'Administration du Personnel et des Œuvres Sociales.

Qualifications requises :

- Bac + 3 en Finance, Gestion Financière et Comptable, Gestion des entreprises, Management des Ressources Humaines;
- Avoir une expérience cumulée d'au moins 3 ans dans le domaine de la Paie, de l'Administration du personnel des Œuvres Sociales et des Ressources Humaines en générale ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir une maîtrise parfaite des outils de Gestion des Ressources Humaines ;
- Avoir des notions de Comptabilité et de fiscalité ;
- Avoir une très bonne maîtrise du logiciel de paie (SOPRA BANKING ou DELTA BANKING) et de Microsoft Office serait un atout;
- Savoir superviser l'organisation de la paie, établir les fiches de paie et les versements de salaire,
- Avoir de très bonne aptitudes organisationnelles et une excellente capacité d'administration
- Savoir préparer tous les documents règlementaires liés à la gestion du personnel
- Savoir élaborer les tableaux de bords sociaux permettant de suivre l'activité du personnel (absentéisme, rémunération, congés...)

-Savoir collaborer avec les institutions sociales et administratives

-Savoir garantir l'application de la réglementation sociale et des obligations légales au sein de l'établissement

-Avoir le sens du traitement approprié des données se rapportant au personnel (confidentialité, protection des données)

-Avoir de très bonnes connaissances en français, la maîtrise de l'anglais ou du chinois serait un atout;

-Etre autonome et capable de travailler sous pression

-Avoir le sens des relations humaines, un bon esprit d'écoute et des aptitudes en gestion de conflits serait un plus ;

- Avoir une honnêteté intellectuelle

-Etre intègre, moral et loyal

-Etre dynamique et mobile

- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

-Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation

-Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **01 Septembre** 2017 à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionnés (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

Le Semi-marathon international revient à Brazzaville ce lundi 14 août

Après la ronde sur toute l'étendue du territoire national, suivant le rythme des municipalisations accélérées, le SMIB qui met en compétition les coureurs

nationaux et internationaux, revient dans la ville capitale où il a commencé en 2003. C'est pour la 4e fois que Brazzaville l'abrite en 14 éditions.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE DENIS SASSOU NGUESSO PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Comité de Direction du Semi-Marathon International de Brazzaville (SMIB)
et la Fédération Congolaise d'Athlétisme (FCA)

présentent

La 14^{ème} édition SEMI-MARATHON INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE à Brazzaville le 14 Août 2017



- La 1ère édition à Brazzaville, en 2003 avec 4000 participants, le plus grand nombre jamais atteint jusqu'à ce jour ;
- La 2ème édition à Pointe-Noire en 2004 ;
- La 3ème édition à Dolisie en 2006 ;
- La 4ème édition à Owando en 2007 avec 393 inscrits ;
- La 5ème édition à Brazzaville en 2008 avec 876 inscrits ;
- La 6ème édition à Brazzaville en 2009 avec 1142 inscrits ;
- La 7ème édition à Brazzaville en 2010 avec 1287 inscrits ;
- La 8ème édition à Ewo en 2011 avec 439 inscrits ;
- La 9ème édition à Kinshasa en 2012 avec 1000 inscrits ;
- La 10ème édition à Djambala en 2013 ;
- La 11ème édition à Sibiti en 2014 ;
- La 12ème édition à Ouesso en 2015 avec 509 inscrits ;
- La 13ème édition à Madingou en 2016 avec près de 700 inscrits.

A Brazzaville, cette fois, participent comme athlètes internationaux, 5 venus d'Afrique centrale, 8 venus du reste du monde; pour près de 1000 participants nationaux venus des quatre coins du territoire national.

LES RECORDS

Le Comité de Direction du Semi Marathon International de Brazzaville ne cache pas sa satisfaction face aux progrès réalisés, bon an, mal an, par les athlètes comparativement aux records mondiaux.

A Madingou, pendant la 13ème édition, au niveau national, Eric Semba, vainqueur à Ouesso, n'a pas maintenu la 1ère marche du podium, Romy Ampion a arraché la couronne qui devait lui revenir pour la 6ème fois. Romy a réalisé 1'07"06 se classant 1er des Congolais, tandis que Eric Semba est sorti 2ème des Congolais avec un chrono de 1'07"46, à Madingou, mieux qu'à Ouesso où il était 1er avec 1'11"58. Noël Okouéré a complété le podium national avec 1'09"4.

Chez les dames, Jodelle Ossou Wakeyi conserve sa suprématie en gagnant son 8ème prix avec un chrono de 1'22"48 mieux qu'à Ouesso en 1'25"08. Clème Mambéké se place en 2ème position avec un chrono de 1'26"15 ; puis Mariam Gana a complété le podium en 1'27"05. Il s'agit du même podium qu'à Ouesso avec les meilleurs temps.

Au niveau international, le Kenyan Marius Kimoutai a gagné la course de la 13ème édition en version masculine, avec un temps de 1'04"28 au terme des 21,100Km. Richard Kiplimo Mutai, également Kenyan, s'est classé 2ème en 1'05"01. Quant au Rwandais Eric Shabarihe, il a pris la 3ème marche du podium en 1'05"56.

En version féminine, Jeruto Agness Barsosio, vainqueur à Ouesso a triomphé en franchissant la ligne d'arrivée en 1'11"33. C'est un score meilleur que celui de Ouesso (1'18"04). Stellah Jepngetich Barosio a conquis la 2ème place en 1'12"22 ; puis Pamela Jimeli Kipchoge s'est placée en 3ème position en 1'14"48, complétant ainsi un podium 100 % kenyan.

A noter que les performances réalisées tant par les nationaux que par les internationaux ne sont pas loin de celles réalisées sur le plan mondial. En effet, Joycline Jepkosgei, du Kenya, a battu le record, le 1er avril 2017, à Prague (Tchécoslovaquie) avec un chrono de 1,04"52. L'Erythréen Zersenay Tadese a réalisé la meilleure performance masculine avec 58 mn 23 s à Lisbonne (Portugal) le 21 mars 2010. En version féminine, le record du monde était détenu jusque-là par la kenyane Mary Kettany en 1'05"05 (Alkhaimah, Abu Dhabi, le 18 février 2011).

LES RECOMPENSES

Le SMIB (Semi-Marathon International de Brazzaville) attribue des primes pour les premières places par catégorie et par versions masculine et féminine, tant au plan national, qu'au plan international.

Source : Commission Communication SMIB
Michael MBOUNGOU-KIONGO
Julien Francis MOUFONDA

Smib: le retour au bercail

LE VIVRE-ENSEMBLE

La 14ème édition du Semi-Marathon International de Brazzaville (SMIB) se tient ce jour, 14 Août 2017, à Brazzaville, sous le haut patronage de son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Denis SASSOU-NGUESSO.

Cette édition du SMIB se déroule à la veille de la célébration du 57ème anniversaire de l'indépendance du Congo, le 15 Août 2017, à Brazzaville. Après avoir fait le tour du Congo en foulant le sol de tous les départements du pays, la course est revenue au bercail, « Brazza-la verte », d'où elle est née. La belle a grandi, et peut regarder avec maturité l'installation progressive des institutions de la nouvelle République.

Pour l'histoire, la gestation du SMIB remonte à 2001, lorsque le Président de la République fait organiser un marathon pour fédérer la jeunesse congolaise à l'idée de l'unité nationale afin de l'inscrire dans la perspective du « vivre ensemble ». La vision du Chef de l'Etat est de ragaillardir le mental de la jeunesse congolaise dans les valeurs de solidarité, de compréhension mutuelle, de citoyenneté et de civisme en vue de reconstruire la paix sociale et l'unité nationale mises à mal par des affrontements récurrents.

Le Semi-Marathon International de Brazzaville (SMIB), placé sous le haut patronage du Président de la République, Chef de l'Etat, prend corps par note de service N°225/PR-CAB du 16 juin 2003. Cette année là, dès sa première édition, elle s'ouvre à toute la jeunesse sportive nationale et internationale. Depuis la 1ère édition jusqu'à celle de ce jour, la 14ème, le SMIB plonge les jeunes de tous les départements de notre pays ainsi que ceux d'autres lieux, dans un engagement citoyen qui leur permet de grandir, de se familiariser et d'échanger, de se dépasser, de se découvrir les uns les autres, de porter des valeurs et l'esprit sportif, de trouver leur place et d'être utiles les uns les autres.

APPORTER L'ENERGIE DU PETROLE AU SPORT

Depuis la création du SMIB, la Société nationale des pétroles du Congo ne déroge pas à la règle d'en être le sponsor officiel. La SNPC soutient l'Etat à ancrer la course à pied au cœur de la jeunesse congolaise, renforçant ainsi le vivre ensemble et contribuant à unir cette jeunesse autour de l'idéal d'unité nationale.

Quant à la Fédération congolaise d'athlétisme (FCA), par sa technicité, elle apporte toujours sa touche pour une meilleure organisation du SMIB.

Il sied de noter également le rôle inestimable que ne cesse de jouer, chaque fois, le partenaire international ASEL (Association sports et loisirs) dans l'organisation technique et la réussite de cet événement.

EXPERIENCE TOURNANTE ET PARTICIPATION

Comme la terre tourne autour du soleil en formant un cycle, le SMIB est revenu de temps à autre à son point de départ, comme le démontre cette elliptique 14ème édition, revenue à Brazzaville.

Pour rappel, voici les physionomies des différentes éditions du Semi-marathon International de Brazzaville (SMIB) :

La 14^{ème} édition

du Semi Marathon International de Brazzaville (SMIB)
vous souhaite une bonne fête de l'indépendance à Brazzaville.



SNPC
SPONSOR OFFICIEL



TÉLÉPHONIE MOBILE

Le smartphone viendrait-il nuire aux jeunes scolarisés?

Le smartphone est venu modifier le mode de vie des jeunes congolais compris entre 12 et 25ans. Il exerce, à cet effet, une grande influence sur eux.

Il est montré selon les estimations de fin d'année 2016 du cabinet strategy analytics que 2,5 milliards utilisent un smartphone, soit 35% de la population mondiale. Et selon une étude réalisée par la haute école zurichoise, 97% des jeunes ont un téléphone intelligent. Le Congo n'en fait pas exception. En faisant le tour des périphéries de la ville de Brazzaville, nous avons constaté que 5 jeunes sur 3 ont au moins un smartphone et pour la plupart, ce sont des jeunes scolarisés compris entre 12 et 25ans.

Raisons

Un smartphone n'est plus un outil de luxe. Du marché total au marché de Moungali, les commerçants des outils technologiques nous ont présenté les versions les moins cher. Soit des prix allant de 15.000 à 25.000 francs. Dans des marchés officiels appelés communément « marchés noirs », les détaillants les revendent à des prix variant entre 6.000 et 20.000 francs.

De plus, la mondialisation oblige toutes les couches de la société à danser au même rythme que la 4e révolution (numérique), afin de ne pas être marginalisées. Les jeunes compris entre 12 et 25ans étant prévenus sont les plus habilités.

Certains pour des raisons de prestige comme l'explique un étudiant « accumulent des smartphones de la plus faible à la dernière version afin de se démarquer des autres »

Avantages

Il est sans doute que le téléphone intelligent offre des avantages incalculables. La majorité des jeunes affirment qu'ils ont la facilité de

mener à bien leurs recherches à des prix moins coûteux et à des lieux incongrus. « Il m'arrive de faire mes recherches même étant allongé. J'ai également une bibliothèque virtuelle dans mon téléphone. Je peux faire ma lecture même dans un moyen de transport sans attirer l'attention de ceux qui sont à côté de moi », en témoigne un étudiant.

Soulignons que nous nous fourvoyons croyant qu'un jeune manipulant pendant des heures son téléphone écrit à ses proches forcément ce qu'on appelle vulgairement des « SMS ». Ces téléphones intelligents contiennent également des applications de saisie et de traitement de textes comme WPS office, Polaris office, adobe writer etc.

L'autre catégorie est celle qui affirme être en possession d'un téléphone intelligent pour assouvir leur « violon d'Ingres », leur passion. En effet, le téléphone devient un outil qui permet de se défouler pour eux, de s'échanger des données avec ceux qui sont installés à des kilomètres d'eux. Signalons que la plupart des réseaux sociaux comme : whatsapp, Imo, Instagram, viber, etc. ne sont compatibles qu'au smartphone.

Inconvénients

S'il en est ainsi, l'impact de ce téléphone dans la société n'est pas anodin.

À la question, comment vous sentiriez-vous actuellement sans smartphone? Une lycéenne répond avec un ton embarrassé « comme la tortue sans sa carapace ». Une telle dépendance remet en question l'usage que les

jeunes scolarisés en font. D'ailleurs un enseignant du lycée nous a confié son dépit. Il affirme ne pas concevoir qu'à cette époque où les téléphones contiennent des applications de conjugaison, de vocabulaire, de grammaire etc., qu'élèves et étudiants soient aussi nuls en orthographe qu'en grammaire. A cette allure, le smartphone ne viendrait-t-il pas nuire aux jeunes ?

Selon l'étude réalisée par Media in life, les jeunes français compris entre 12 et 30 ans consacrent 18,8 pourcents de leurs contacts au mobile. Et si on rapproche cela à la réalité congolaise, les chiffres seraient presque les mêmes. Une chose est sûre, ces jeunes manipulent ce téléphone au moins une fois par jour.

Quoiqu'il en soit, mettons-nous sur le qui-vive pour contrer les répercussions de la robotique vis-à-vis de l'homme. 99% d'élèves et d'étudiants congolais nous ont donné l'impression d'avoir moins de capacités intellectuelles que ce téléphone. Cela revient-il à dire que le téléphone « android » est plus qu'un cerveau ?

La grande crainte serait plutôt de constater une dépendance absolue à tel point que ces jeunes gens ne croient plus en leurs capacités de réflexion.

Vive la révolution numérique ! Le mot d'ordre de tous. Néanmoins, il reste à savoir si cette même révolution ne commence pas à prendre petit à petit le dessus sur ceux mêmes qui sont à son origine. Les robots, un acquis pour l'humanité. Mais, pensons aux usages que l'on en fait pour obvier à certains facteurs comme : la paresse, la débauche, la perversion et autres.

Christel Bitemo Babela
(Stagiaire)

LIVRES

Raymond Loko publie «Le pont de l'indépendance»

A quelques jours de la célébration du 57^e anniversaire de l'indépendance nationale, le marché du livre s'est enrichi d'un recueil de poèmes: Le pont de l'indépendance, dont la séance de dédicace a eu lieu le vendredi dernier dans la salle de conférences du ministère de la Culture et des arts, en présence de plusieurs écrivains.



Le présidium (Adiac)

Ce livre qui vient confirmer, une fois de plus, l'attachement de cet écrivain à la vie sociale des Congolais, regroupe 26 poèmes mélancolique et tragique. C'est ce qui atteste l'usage des thèmes comme la mort, la femme, la beauté et bien d'autres. « Le pont de l'indépendance » est vendu à 7.000 FCFA.

A la différence de Tchicaya Utam'si, qui fait partie de ses idoles, Raymond Loko aborde un style très simple et clair, afin de permettre à tous les citoyens lambda de comprendre ce qu'il veut dire, car « je prêche l'amour entre les Congolais », dit-il.

Ce mathématicien de formation trouve sa place en littérature à travers ses livres, qui reflètent la vie sociale tout en s'interrogeant sur ce que sera notre avenir, a expliqué le critique littéraire, Aimerode Kounga.

Il faut signaler que Raymond Loko a totalisé 10 ouvrages dont sept romans, une pièce de théâtre et deux recueils de poèmes à savoir « Testament » et « Le pont de l'indépendance » où, il a exalté les merveilles de ce pont qui se trouve au bord du fleuve Congo. Le manque de la visibilité de la littérature congolaise fait partie des problèmes qui le dérangent le plus. « Je souhaite que les gouvernants nous aident un peu plus afin de nous permettre d'avoir un salon du livre comme celui de la Guinée-Conakry », a-t-il indiqué.

Ce livre, disponible à la galerie des Dépêches de Brazzaville, a été édité chez Franck Cana, préfacé par Hypert Malanda puis parrainé par l'écrivain et homme de culture, Sylvain Pily.

Rude Ngoma (Stagiaire)

LES MEILLEURES FORMATIONS

Réseau et Système

2 Gérez les serveurs virtuels en entreprise

3 Devenez Expert en maintenance informatique et réseau

4 Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente

5 Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)

1 Gestion Internet en entreprise

6 Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

100% pratique

06 621 45 25 / 05 345 78 62

KD Computer

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com



Recrute pour une société du secteur du gaz industriel

1 DIRECTEUR (TRICE) GENERAL(E)
POUR LE CAMEROUN ET LE GABON
(contrat local camerounais,
3 ans renouvelables, parfaitement bilingue)

Merci d'adresser votre dossier de candidature :
lettre de motivation (250 mots maximum) et
Curriculum Vitae (2 pages), exclusivement par
mail à l'adresse suivante

mamebambi@quanticorh.com, copie à recrutement@quanticorh.com au plus tard le
lundi 21 août 2017 à 13h00.

Infos : 00 242 05 578 78 43 / 06 477 70 20
/ 06 930 49 01

Les copies certifiées des diplômes et certificats
de travail vous seront demandés avant les tests
et entretien de sélection.

Le groupe des Universités d'Etat russes - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent aux

salons de formation «ETUDIER EN RUSSIE-2017»



ENTREE
LIBRE

les 18-19 août
à Brazzaville de 9.00 à 14.00h

Adresse:
Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
Centre-ville, Brazzaville, B.P. : 2021
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

les 18-19 août
à Pointe-Noire de 9.00 à 14.00h

Adresse:
Consulat Honoraire de Russie
Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum,
B.P. 5363 Pointe-Noire,
Tel: +242 055005560

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

**LES INSCRIPTIONS
SONT OUVERTES!**

WWW.EDURUSSIA.RU

NÉCROLOGIE



Jean Kodila, agent des Dépêches de Brazzaville a la profonde douleur d'informer Ngana Jean Pierre, Mabika Ferdinand-Dada, Kimfouila Martin, sergent Kengani Malata Caroline et Nzousi Jean Alain-Gino à Pointe-Noire, Baboka Michel et Pakou François au village Kimbaôka district de Londéla-Kayes, Loumbou Mapékani Daniel, Pandzou André et le sergent-chef Kengani Baboka constant Michel à Brazzaville, du décès de son père Kengani Jacques «Vieux K», survenu le mercredi 09 août 2017 à 22h à Dolisie. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

REMERCIEMENTS

Martin Mberi et Madame, les familles Félix Tchicaya, Portella-Poaty, les clans Nkossa, Mbaya et Boulolo, expriment à votre égard leur profonde gratitude pour leur avoir témoigné votre soutien et compassion lors du décès de Marie-Thérèse Félix-Tchicaya, survenu le 6 juillet 2017 à Pointe-Noire. Une messe d'action de grâces en sa mémoire sera dite à Pointe-Noire en la paroisse Notre-Dame de l'asomption à 10h00. Nous vous prions par la présente, de bien vouloir croire en nos sincères remerciements.



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Cabinet GL-CONSEIL RH recrute pour le compte d'une entreprise de la place.

Nombre de poste : 04

Lieu d'exercice : Brazzaville

1. Une Directrice Administrative et Financière bilingue.
2. Une Assistante de Direction bilingue
3. Un Comptable (de préférence un homme)
4. Un Commercial (Homme ou femme)

Profil recherché

Les candidats doivent avoir au moins un Bac+3/4/5, en Comptabilité, Finance, Contrôle de gestion, Assistante de direction, Marketing ou Action commercial, Commerce, Administration des affaires.

1. La Directrice Administrative et financière bilingue doit avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un poste similaire;
2. L'Assistante de direction bilingue doit avoir une expérience professionnelle d'au moins 5

ans dans un poste similaire ;

3. Le Comptable doit avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un poste similaire ;

4. Le Commercial doit avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans un poste similaire.

Composition du dossier :

- Lettre de motivation, en anglais et français pour le poste (1 et 2)
- Curriculum vitae avec photo; en anglais et français pour le poste (1 et 2)
- Vos prétentions salariales

Lieu de dépôt des dossiers : les dossiers de candidatures doivent être envoyés uniquement par mail à l'adresse suivante:

glconseil.rh@gmail.com

Date limite de dépôt des dossiers :

le 19 Août 2017 à 12 heures.

Pour les plus amples informations appeler au : 05 691 32 26 / 06 616 74 49

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

**LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE**

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

LIBRAIRIE LES MANGUIERS



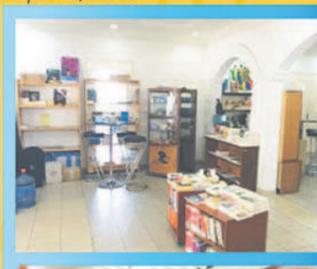
**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)





LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!
RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent



FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES
rejoignez notre équipe marketing

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

+243.856.43.6723

HUMEUR

Quand l'oisiveté des jeunes est à combattre !

Le constat est que plus les jeunes sont oisifs plus ils ont tendance à se livrer aux actes inciviques de toute nature. D'où l'impérieuse nécessité de combattre l'oisiveté surtout par la création de nombreux centres d'apprentissage de métiers divers, qui sont parmi des leviers essentiels dans le processus d'insertion socio-professionnelle desdits jeunes.

Il n'est pas rare de remarquer que parmi les jeunes aux actes inadmissibles et reprochables que la police appréhende souvent, nombreux sont ceux qui sont oisifs et se livrent sans retenue à la dépendance à l'alcool, à la prise sans cesse des bâtons de cigarette, au banditisme de grands chemins, à la grande délinquance, aux actes de viols, de vol et de braquages, à la projection des vidéos portant sur des horreurs, des violences et /ou de la pornographie. L'oisiveté des jeunes est un mal à combattre. Et même si par un hasard heureux, ces jeunes oisifs évitent de tomber dans des actes blâmables que l'on vient d'énumérer, mais la probabilité est grande qu'ils tombent dans des jeux qu'eux-mêmes appellent par « la perte de temps ». Il s'agit, entre autres, des jeux de ngola, de dame, de ludo, de cartes, de pokers et/ou de l'hyper-sexualité non protégée et à hauts risques qui, pour certains jeunes oisifs, relèverait de l'amusement pur et simple.

À dire vrai, ce sont des occupations saines du genre apprentissage des métiers, fréquentation des bibliothèques et des centres culturels pour des lectures qui peuvent participer activement à la lutte contre ce phénomène de l'oisiveté des jeunes. D'où la nécessité d'ouvrir dans des quartiers populaires des ateliers de certains métiers, notamment la couture, la menuiserie, la coiffure, la mécanique, la cordonnerie, la conduite, la plomberie et autres. Encore que, le plus souvent, les jeunes, quand ils sont oisifs, sont facilement cooptés par certains malintentionnés pour des actes de destruction. D'où l'un des objectifs de la journée internationale de la jeunesse qui se célèbre le mois d'août de chaque année est l'encadrement sain des jeunes pour barrer la voie aux velléités de l'incivisme qui pourrait naître en eux.

Ainsi donc, de tous les maux susceptibles de gâcher la vie d'un jeune, il y a l'oisiveté, car un jeune oisif est plus guetté par des actes de vandalisme. Et l'adage populaire « L'oisiveté est la mère de tous les vices » en dit long. Il est noté que dans l'état de l'oisiveté, le jeune apprend facilement à faire mal. Comme on le voit, l'occupation saine des jeunes est une question essentielle, car plus l'oisiveté gagne la jeunesse plus celle-ci est exposée aux actes anti-sociaux et irresponsables. Ceci étant combattons tous l'oisiveté des jeunes à travers l'ouverture des ateliers et centres d'apprentissage des métiers dans des quartiers populaires. Ces dits centres et ateliers sont des pivots essentiels dans le schéma d'insertion socio-professionnelle de la jeunesse. Un jeune trop oisif est une bombe à retardement capable de participer à n'importe quelle entreprise de destruction sociale.

Faustin Akono

MUSIQUE

Un concert de soutien à Kaly Djabatou

L'évènement se tiendra, le 26 août, au Continental Bar à Mpaka dans le 6e arrondissement Ngoyo à Pointe-Noire pour venir en aide à l'artiste musicien, Kaly Djabatou, qui se remet peu à peu de la maladie qui l'a laissé inactif depuis près d'un an.

Organisé par les amoureux du Cercle culturel pour enfants de Mpaka et les membres du Carrefour d'échange et de promotion en arts et culture (CE-PAC), une plate-forme des amoureux de la culture qui soutient et accompagne le CCE, ce concert qui sera animé par les artistes Zao, Christian Ouissyka, Tata Bouesso, Brice Mizingou, Gaël Manangou est l'apport de ces artistes à leur collègue aujourd'hui en difficulté à cause des ennuis de santé. Les fonds collectés lors de ce concert seront en grande partie reversés à l'artiste Kaly Djabatou comme réconfort moral et matériel. Victime d'un accident cardio-vasculaire, Kaly Djabatou est éloigné depuis un certain temps de la scène musicale.

En effet, de son vrai nom Maurice Kouidiatou, Kaly Djabatou et le CCE ont tissé depuis près de quinze ans une vraie histoire qui a commencé en 2003 avec la première édition de la Nuit des griots organisée dans cet espace culturel. Sa prestation aux côtés d'autres musiciens lors de ce concert lui a ouvert la voie à d'autres aventures culturelles à Pointe-Noire. C'est ainsi



que Le Centre culturel français l'a invité pour la fête de la musique, tout comme le festival Retour au Mbongui dont il est devenu plus tard l'un des artistes fidèles, le festival N'Sangu Ndji Ndji. Il a aussi participé à plusieurs autres concerts à l'espace culturel Yaro et dans les différentes activités et cérémonies officielles et récréatives.

Son auréole incontestée à Pointe-Noire l'a conduit à Tripoli en Lybie au sortir de

Kaly Djabatou / crédit photo Adiac la célébration du 10^e anniversaire du festival Malaki mâ Kongo à Pointe-Noire en 2004. Plus tard, il va participer à Marseille au festival Retour au Mbongui organisé dans la ville phocéenne. Le public souhaite un prompt rétablissement à Kaly Djabatou, qui lui a fait tant rêver avec des titres comme Premier salaire, Demain Kizamen, Sabine, Djigy dia kizengui, ta Ndoko na ta buimi...

Hervé Brice Mampouya

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

situé 84 Boulevard Denis Sassous Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

ELIMINATOIRES CHAN 2018

Les chances sont égales pour les Diables rouges et les Léopards

Après avoir concédé un nul de 0-0, le 11 août au stade de Kintélé face aux Léopards de la République démocratique du Congo, les Diables rouges conservent la moitié de leurs chances de qualification

Deux options se présentent aux Congolais pour valider le billet de Nairobi 2018 : gagner le 19 août à Kinshasa ou encore faire un nul avec but. La défaite leur sera préjudiciable. Le match aller du 3e tour des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations opposant le Congo à la République démocratique du Congo a été à la hauteur de ce qu'il promettait sur le plan de la rivalité. Aucune équipe n'a dominé l'autre même si en termes d'occasions franches, les Léopards peuvent nourrir quelques regrets. Les Léopards créent la première situation du match sur coup franc de Maku-su Mundela à la 31e minute. Sa tentative pourtant cadrée est déviée par pied de Barel Mouko pour empêcher l'ouverture du score. Juste avant la pause, l'ancien joueur de l'AC Léopards de Dolisie, Vinny Bongonga était trop court pour couper la trajectoire du ballon venu d'un corner. C'est surtout en seconde période où les Léopards se sont procuré les plus nettes.

Les Diables rouges ont connu leur grosse frayeur à la 50e minute. Vinny Bongonga bien lancé, échoue seul devant Barel Mouko. Il a manqué son dernier geste. Dans les minutes qui suivaient, il

a gâché une énorme opportunité sur l'un des ballons mal renvoyés par la défense des Diables rouges. Il n'a pas vraiment appuyé sa frappe. Les Diables rouges qui n'avaient d'ailleurs pas du mal à se rapprocher de la surface de réparation des Léopards n'ont pas donné assez du travail à Ley Matampi, le gardien des champions d'Afrique. Des tentatives des frappes de Makiessé et de Cesair Gandzé ou encore le coup franc d'Obassi n'ont pas été cadrés. Sur des centres souvent dangereux, Jaurès Ngombé n'était toujours pas au bon endroit pour les couper. Au lieu de marquer des buts, il a plutôt joué un autre rôle, celui de peser sur la défense pour empêcher la montée du libero de la RDC.

C'est d'ailleurs Matheus Botamba qui aurait pu s'illustrer sur l'une des rares actions franches des Diables rouges à la 71e minute. Il élimine son vis-à-vis, attaque la surface de la réparation puis il vise la lucarne opposée. Malheureusement pour lui sa frappe fuit le cadre à la 71e minute. Malgré la bonne entrée de Prestige Mbougou, le score n'a pas évolué (0-0). Si l'attaque des Diables rouges est restée muette, il faut toutefois louer le travail défensif de Baranger Itoua et sa bande. Cesair



Matheus Botamba, l'un des joueurs des Diables rouges le plus en vue (Adiac)

Gandzé lui aussi a fait un effort défensif remarquable.

Au moment de préparer le deuxième round de cette confrontation le 19 août à 15h30 à Kinshasa, les chances des deux équipes restent intactes. Les Diables rouges ont toutefois réussi un challenge : celui de semer le doute chez les champions d'Afrique et les mettre déjà sous pression en vue du match retour.

Les déclarations des entraîneurs « Le score nous arrange parce qu'il n'est toujours pas établi que si vous jouez à domicile,

vous devez gagner. Il y a des matchs antérieurs qui nous ont prouvé cela. Nous savons que nous n'avons rien à perdre. Nous avons joué contre l'équipe championne en titre et nous n'étions pas donné favoris. Nous avons quand même fait notre petit coup. Au match retour, la RDC sera plus sous pression que nous. Nous allons corriger ce qui n'a pas marché au match aller, élaborer une stratégie pour se qualifier. Car c'est notre objectif », a souligné Barthélémy Ngatsono, le sélectionneur des Diables

rouges locaux. « Nous étions venus à Brazzaville pour faire le bon résultat. On voulait obliger les Diables rouges d'aller gagner chez nous. Là, ils sont dans presque cette situation. Notre objectif est de se qualifier. Ce ne sera pas facile parce que c'est du 50-50. C'est à nous de faire ce qu'on a pas bien fait ici et de faire à Kinshasa pour créer la différence. Sur mon état d'esprit, j'ai une déception », a commenté Mwynyi Zahera, le sélectionneur des Léopards de la RDC.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Du bon usage de la «notation»

Que les agences dites «de notation» - Standard & Poors, Moody's, Fitch - sur lesquelles la communauté financière internationale a les yeux braqués de façon constante, en viennent à dégrader la «note» du Congo du fait de son endettement croissant et de ses difficultés présentes n'a rien qui puisse vraiment surprendre. Ne prenant en compte que des données économiques et financières immédiates sans réellement se projeter dans l'avenir, ni mesurer l'importance des appuis sur lesquels notre pays peut compter en raison du rôle qu'il joue dans la prévention et la gestion des crises en Afrique, ces organismes spécialisés ne sont pas équipés pour poser un diagnostic indiscutable et définitif. Ils font, certes, leur métier et l'on ne saurait sérieusement le leur reprocher, mais l'image qu'ils projettent du Congo est quelque peu erronée.

Ce jugement repose sur les trois évidences suivantes:

1) La passe difficile que traverse le Congo dans le moment présent est la conséquence directe de l'effondrement des cours du pétrole et du gaz sur les marchés mondiaux qui a fortement réduit ses ressources publiques. Mais de la même façon que les prix du baril se sont envolés dans le cours de la dernière décennie ils peuvent à tout instant rebondir en raison des tensions croissantes qui affectent la plus importante zone de production du monde, à savoir le Golfe persique. Comme nous l'avons écrit à plusieurs reprises il est possible, voire même probable, que nous assisterons à un rebond spectaculaire des cours de l'or noir dans les mois à venir, ce qui aura pour effet d'assainir d'autant plus les finances du pays que sa production pétrolière est en forte augmentation.

° Le Congo occupe au cœur de l'Afrique centrale une position stratégique, incontournable, qui lui donne une place à part dans l'équation régionale et qui conduit les puissants de ce monde à l'aider dans la résolution des problèmes qu'il rencontre. En témoigne l'aide que

lui apporte la Chine dans tous les domaines, mais également l'attention croissante que lui portent les Etats-Unis, l'Union Européenne et même la Russie. Perçu à juste titre comme l'un des dirigeants africains les mieux informés et les plus actifs dans la recherche de solutions aux crises qui déchirent le continent en général, le Bassin du Congo en particulier, le président Denis Sassou N'Guesso peut compter sur l'appui des «Grands» dans la recherche d'une solution durable aux problèmes financiers qu'il lui faut résoudre.

° Ayant achevé sa mue institutionnelle avec l'adoption d'une nouvelle Constitution, avec la réélection de son président pour cinq ans, avec le renouvellement de son Assemblée nationale et de ses conseils locaux, le Congo peut maintenant s'attacher à diversifier son économie. Dominée jusqu'à présent par l'exploitation du pétrole et du gaz, celle-ci basculera plus vite qu'on ne le pense dans un nouveau système qui sera fondé pour l'essentiel sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce, la petite et moyenne industrie. Et ce mou-

vement sera d'autant plus rapide que le pays s'est doté au cours des quinze dernières années d'un réseau de communication routier, aérien, fluvial qui permettra un développement très rapide des échanges nationaux et régionaux.

Compte-tenu de ce qui précède nous prenons ici le pari que les difficultés présentes céderont vite la place à une relance économique dont les effets financiers seront aussi puissants que durables. Et nous sommes convaincus que si, dans le moment où les agences financières abaissent la notation du Congo, les autorités congolaises font valoir par des voies appropriées les atouts dont elles disposent pour relancer l'économie nationale, le jugement négatif porté sur le pays deviendra très vite un jugement positif, voire même très positif.

Choisir les bons interlocuteurs pour restructurer la dette du Congo et améliorer sa note financière est certainement, aujourd'hui, l'une des priorités que devrait s'assigner l'Etat.

Jean-Paul Pigasse